

Prestataire :

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE (ATMO) ET GESTION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA) POUR LE CH LOUIS PASTEUR DE DOLE

Groupement Hospitalier de Territoire Centre Franche Comté

MARCHÉ DE SERVICES N°

PROCEDURE ADAPTEE

La procédure est passée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Procédure adaptée : article L. 2123-1 de l'ordonnance et articles R.2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du décret suscité

Etablissement support	Etablissement partie
CHU de BESANCON DPIMS - Département Travaux 3, Boulevard Fleming 25030 BESANCON Cedex Tél : 03.81.21.80.77 Courriel : ntp@chu-besancon.fr	CH Louis Pasteur / Services techniques Avenue Jouhaux 39108 DOLE CEDEX. Affaire suivie par : Philippe BRUNEAU Tél : 03 84 79 68 51 Email : travaux.ingenieur@ch-dole.fr

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Titulaire du marché.....	3
1.3 Sous-traitance	3
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	3
2.2 Pièces particulières	3
2.3 Pièces générales	4
ARTICLE 3 - CONTEXTE ET ENJEU DE L'OPERATION	4
3.1 Introduction	4
3.2 Présentation immobilière de l'établissement	5
ARTICLE 4 – OBJET DE LA MISSION.....	5
ARTICLE 5 – CONTEXTE ET OBJECTIFS	5
ARTICLE 6 – CONTENU DE LA MISSION.....	5
6.1 Rôle de l'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage Amiante.....	6
6.2 Limites de la mission	6
6.3 Détail de la mission	7
6.3.1 Audit de la situation actuelle.....	7
6.3.2 Repérages complémentaires.....	7
6.2.3 Gestion du DTA au fil de l'eau	7
6.2.4 Mise à jour DCE marchés subséquents.....	8
6.2.5 Audit des procédures :	8
6.2.6 Veille règlementaire amiante :.....	8
ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHÉ	8
ARTICLE 8 – PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	8
8.1 Prix.....	8
8.2 Rémunération complémentaire	9
8.3 Variation dans les prix	9
8.4 Modalités d'actualisation des prix	9
8.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée	9
8.6 Avance	10
8.7 Cautionnement – Retenue de garantie	10
8.8 Facturation	10
8.9 Paiement	11
ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VERIFICATION	11
ARTICLE 10 – PENALITES.....	11
ARTICLE 11 – CONTROLES DE LA QUATITE DU SERVICE	11
ARTICLE 12 – DROITS DE PROPRIETE	11
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 14 – OBLIGATION DU PRESTATAIRE.....	12
ARTICLE 15 – MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA MISSION.....	12
15.1 Remplacement à l'initiative du titulaire.....	12
15.2 Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage.....	12
ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 17 – NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES	13
ARTICLE 18 – ASSURANCES	13
ARTICLE 19 – DEROGATION	13

PREAMBULE

Dans le cadre de la réglementation relative aux Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) et notamment le décret n° 2016-524 section 4 fixant les modalités de mutualisation de la fonction achat, le GHT Centre Franche Comté a mis en œuvre sa démarche de convergence des marchés publics d'une part, et de construction d'un plan d'action achat territorial d'autre part.

La fonction achats est désormais centralisée auprès de l'établissement support qui est le CHU de Besançon, chargé de s'occuper de la passation des marchés.

Les établissements parties au GHT sont :

1. Centre de soins et d'hébergement de longue durée Jacques Weinmann à Avanne-Aveney ;
2. Centre hospitalier de Baume-les-Dames ;
3. Centre hospitalier universitaire de Besançon ;
4. Centre de long séjour de Bellevaux à Besançon ;
5. Centre de soins et de réadaptation Les Tilleroyes, Besançon ;
6. Centre hospitalier Louis Pasteur de Dole ;
7. Centre hospitalier Paul Nappez, à Morteau ;
8. Centre hospitalier Saint-Louis à Ornans ;
9. Centre hospitalier intercommunal de Haute-Comté ;
10. Etablissement de santé de Quingey ;
11. Centre hospitalier spécialisé de Novillars ;
12. Centre hospitalier spécialisé de Saint Ylie - Jura.

L'établissement concerné par cette consultation est : **Centre hospitalier Louis Pasteur de Dole**

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Particulières est un marché d'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage (ATMO) pour la réalisation de la gestion au fil de l'eau de la problématique amiante et la gestion externalisée des DTA des immeubles bâtis composant le patrimoine immobilier du Centre hospitalier Louis Pasteur de Dole.

1.2 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCP sous le nom de l'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage » sont précisées à l'article 2 dans l'Acte d'Engagement.

1.3 Sous-traitance

L'assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

2.2 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) dûment paraphé, daté et signé par le titulaire ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;

- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- La note méthodologique remise dans son offre par le titulaire du présent marché ;
- Les annexes jointes à cette note méthodologique ;
- Le PV de visite.

2.3 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois M₀).

En cas de contradiction entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties.

En cas de contradiction à l'intérieur même d'une pièce constitutive, il sera recherché la volonté des parties.

Pour ce marché, il n'est pas fait application du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3 - CONTEXTE ET ENJEU DE L'OPERATION

3.1 Introduction

Le présent marché a pour objet la gestion au fil de l'eau du Dossier Technique Amiante (DTA) du ou des bâtiments composants l'ensemble du site hospitalier pour l'accompagner dans cette mission pluriannuelle.

Le contexte actuel est le suivant :

Le CHLP est intégré dans le GHT Centre Franche-Comté dont l'établissement support est le CHU de Besançon. Dans le cadre de la convergence des marchés au sein de ce GHT et des accords-cadres existants, le CH Louis Pasteur (CHLP).

Afin de répondre à ses obligations de propriétaire d'immeubles bâtis, de maître d'ouvrage et d'employeur susceptibles d'exposer à l'amiante, le CHLP a engagé plusieurs actions depuis 2020 pour répondre aux différentes obligations réglementaires :

- 1 pour une mission d'ATMO de gestion du DTA avec solution dématérialisée et suivi régulier des actions engagées (diagnostics, travaux SS4 ou SS3 et réalisation du PAA (Plan d'Action Amiante) : société ANAE retenue ;
- 1 marché subséquent à bon de commande pour la réalisation de repérage amiante avant travaux / démolition, de la mise des états de conservation des matériaux listes A et B du CSP, contrôles visuels après travaux ; titulaire actuel : INGEDIAG ;
- 1 marché subséquent à bon de commande pour des travaux SS4 et SS3 : titulaire actuel ; WIG France Entreprises ;
- 1 gestion du Dossier Technique Amiante via le logiciel Amiante 360 Patrimoine, édité par SOGELINK ;
- 1 état des lieux de la présence d'amiante dans les différents bâtiments du CHLP, par la réalisation d'une campagne d'échantillonnage entre 2021 et 2023 ;
- Les résultats de cet échantillonnage ont été intégrés à Amiante 360 (cette solution est celle actuellement utilisée et en réflexion interne pour poursuivre ou changer – évoluer) ;
- Réalisation de repérage amiante avant travaux systématiquement pour tout travaux programmés, dont les résultats sont intégrés dans Amiante 360.

Afin d'avoir un appui technique dans la mise en place et le suivi des actions précitées, le CHLP s'est adjoint le concours d'un assistant à maître d'ouvrage spécialisé :

- ANAE de 2020 à 2021.
- SATH DEVELOPPEMENT de 2022 à 2025.

3.2 Présentation immobilière de l'établissement

Le site hospitalier regroupe 2 établissements :

- Un de type U 2^{ème} catégorie pour le centre hospitalier ;
- Un de type U 3^{ème} catégorie pour le CMLS (Centre de Moyen et Long Séjour).

La majorité du site est ancienne et issue de permis de construire antérieurs à la date du 01/01/1997, à l'exception de :

- L'IRM ;
- La 3^{ème} aile du CMLS (aile C) ;
- Le bâtiment des services techniques ;
- Le NPTA (Nouveau Plateau Technique Ambulatoire) ouvert en 03/2024.

Les surfaces cumulées des 2 établissements sont de l'ordre de 45 000 m²

Le bâtiment principal ouvert en 1973 est un bâtiment en tripode allant des niveaux du Rdc bas au R+7 et avec des étages techniques sur les niveaux R+8 à R+10.

La majorité du site est ensuite au maximum en R+2 (CMLS), R+1 (Pôle mère et enfant, Urgences, dialyse, ...)

Les principaux MPCA (Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante) repérés dans le DTA et à ce jour (échantillonnages et repérages avant travaux) sont situés majoritairement dans les éléments de façades principalement du bâtiment principal mais également dans certains locaux techniques (réseaux, CTA, ...)

La mission portera principalement sur le périmètre du Centre hospitalier Louis Pasteur de Dole.

ARTICLE 4 – OBJET DE LA MISSION

Le présent marché a pour objet la réalisation de la gestion au fil de l'eau de la problématique amiante et la gestion externalisée du Dossier Technique Amiante (DTA) des immeubles bâtis composant le patrimoine immobilier du Centre Hospitalier Louis Pasteur de Dole.

ARTICLE 5 – CONTEXTE ET OBJECTIFS

Il s'agit d'une mission réalisée « pour le compte d'autrui », établie, pour le compte du propriétaire et par assistance de celui-ci, selon les modalités définies dans :

- Le Code de Santé Publique articles R1334-14 à R1334-29-9, ainsi que les arrêtés techniques afférents.
- Le Code du Travail, articles R4412-94 à R4412-144 ainsi que les arrêtés techniques afférents.
- L'arrêté du 16 juillet 2019 modifié, portant sur le repérage amiante avant travaux dans les immeubles bâtis.

Ainsi, l'ATMO devra obligatoirement avoir :

- Une bonne connaissance du patrimoine bâti concerné par la mission, à partir des éléments qui lui seront transmis et des visites de sites qu'il a prévues ;
- Une formation minimale de la personne chargée du dossier : Encadrement technique SS3 en cours de validité ou formateur à la prévention du risque amiante SS3 INRS / OPPBTP en cours de validité ou attestation de réussite à la formation HSE 119 du CNAM ;
- Une assurance explicitement dédiée à la gestion des DTA « pour le compte d'autrui » ;
- Ces deux dernières clauses sont impératives : les attestations concernées seront jointes au mémoire technique ;
- Une expérience dans le secteur de l'amiante justifiée par son CV.

ARTICLE 6 – CONTENU DE LA MISSION

L'objectif de cette mission consiste à assister le CH Louis Pasteur de Dole dans la gestion au quotidien de la

problématique amiante. Cette assistance continue, tout le temps de la mission, comprendra à minima :

- Une assistance quant au respect des obligations réglementaires ;
- Une assistance quant à la stratégie amiante mise en place ;
- Une assistance pour la gestion de son Dossier Technique Amiante (DTA), y compris la tenue à jour au fil de l'eau de son DTA dématérialisé et la mise à jour de sa fiche de synthèse ;
- Le contrôle qualité de la documentation amiante intégrée dans la base documentaire et à intégrer au DTA ;
- Le contrôle qualité des rapports de diagnostic établis et leurs conformités par rapport aux demandes réglementaire et l'actualisation de la base de données dans Amiante 360 y compris la mise à jour graphique sur les plans existants ;
- Une assistance pour sa communication relative à la problématique amiante, y compris avec les préventeurs institutionnels, les acteurs sociaux et représentants du personnels, les usagers concernés et les entreprises de travaux ;
- Une veille amiante pro-active à l'attention de la Direction de l'Hôpital.

La mission pourra également comprendre :

- Un accompagnement individualisé de l'opérateur de repérage amiante ;
- Des sessions d'information/formation/sensibilisation des personnels concernés ;
- Des visites supplémentaires à la demande ;
- Toute autre demande ponctuelle de la Direction quant à la problématique amiante et participation possible aux instances du CHLP.

6.1 Rôle de l'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage Amiante

Il incombera au Titulaire du marché de faire les remarques nécessaires et d'informer la maîtrise d'ouvrage en cas d'incomplétude, d'incohérence ou de non-conformité réglementaire ou normative dans les documents existants ou entrants dans le système.

Le Titulaire du marché assistera et conseillera le maître d'ouvrage dans les diverses problématiques, les outils à mettre en place pour le suivi des DTA sur le long terme.

Le CH Louis Pasteur est déjà doté de la solution dématérialisée de gestion des DTA Amiante 360. Il appartiendra au Titulaire du marché d'appréhender le fonctionnement de cette solution. Pour cela un accès (login et mot de passe) sera donné par les administrateurs aux candidats pour établir leur offre et au titulaire retenu.

Le DTA sera géré via la solution dématérialisée de gestion des DTA **Amiante 360** auquel le Titulaire du marché aura un accès complet, sécurisé et dédié.

Le CHLP est en pleine réflexion quant à la pérennité et au maintien de la solution Amiante 360 et est dans une phase de transition sur le support et solution la plus adaptée.

Le Titulaire du marché veillera à tout moment à la conformité des informations amiante recensées, conservées et communiquées.

Il devra disposer d'une assurance spécifique pour toutes ces missions.

Les repérages complémentaires signalés par l'ATMO seront effectués par le ou les opérateurs déjà référencés.

6.2 Limites de la mission

La présente mission ne comprendra donc pas de repérages réglementaires et apparentés (visuels, états de conservation des MPCA...).

La mission ne contient pas non plus de mission de type :

- Maîtrise d'œuvre désamiantage ;
- AMO chantier avec risque amiante (SS3 ou SS4). Cependant, ponctuellement, le CHLP pourra demander

un avis sur des documents d'exécution (Plan de retrait, mode opératoire, etc.) ou sur le déroulement d'une opération de travaux, par une visite spécifique sur site ;

- Création d'un marché de type appel d'offres pour des travaux spécifiques ne rentrant pas dans le cadre du marché subséquent de travaux SS3 / SS4.

Ces missions feront le cas échéant l'objet de demandes complémentaires spécifiques.

6.3 Détail de la mission

6.3.1 Audit de la situation actuelle

Sur la base de la fourniture de toutes les informations amiante actuelles, l'entreprise retenue auditera le ou les DTA existant(s), leur état, et vérifiera la cohérence et la concordance des informations recensées dans la base documentaire majoritairement dématérialisée.

La liste des besoins et priorités sera également définie en coordination avec la direction et les référents amiante. Cette réunion de travail aura lieu dans le mois suivant la notification du marché.

La liste des nouveaux repérages et compléments de repérages réglementaires sera également définie et proposée par l'ATMO pour validation par le COPIL, ainsi que le planning de ces actions.

Une information des équipes concernées (1/2 journée d'information/atelier technique) devra être prévue dans la proposition.

Un exemple d'information comparable sera inclus dans la proposition (livrable 1 en annexe libre du candidat)

6.3.2 Repérages complémentaires

Le cas échéant, la préparation et l'encadrement des repérages complémentaires à réaliser, y compris l'assistance à une négociation (technique, prix, modes opératoires...) avec le ou les opérateurs concernés (déjà désignés) seront à la charge du prestataire.

Sauf mission exceptionnelle de type travaux de démolition ou réhabilitation lourde, la présente mission d'ATMO Amiante inclura l'échange nécessaire et réglementaire avec les opérateurs de repérage sur les moyens à mettre en œuvre de façon à éviter les repérages non achevés, les pré-rapports, les réserves ainsi que la détermination d'une stratégie d'échantillonnage basée sur les repérages préexistants de façon à éviter les doublons, autant que faire se peut.

Cette phase pourra inclure, le cas échéant, des visites terrain de préparation des repérages ou d'accompagnement de l'opérateur de repérage. L'objectif est de ne détenir que des repérages réalisés dans les règles de l'art et pleinement exploitables par les Services Techniques.

Le rapport de repérage fourni par l'opérateur sera analysé avant son intégration dans le DTA. L'objectif étant que celui-ci ne contienne que des données fiables, réglementaires et normatives.

Il en sera de même pour les investigations de type « avant travaux ».

Un exemple d'audit comparable sera inclus dans la proposition (livrable 2 en annexe libre du candidat).

6.2.3 Gestion du DTA au fil de l'eau

A compter du début de la mission, l'ATMO aura la charge de la tenue à jour du DTA dans sa version dématérialisée, pour le compte du commanditaire.

L'ATMO proposera également une stratégie relative à la gestion du ou des DTA au fil de l'eau sur le patrimoine bâti incluant la stratégie à mettre en œuvre, l'aide à la commande des repérages, le recollement, la lecture et l'analyse des repérages (conformité réglementaire ou normative, pertinence, compréhension aisée...), l'intégration dans la

Fiche Récapitulative, la mise à disposition de celle-ci pour transmission aux destinataires dans les délais réglementairement prévus.

L'ATMO proposera une méthodologie destinée à l'ensemble des services du Centre Hospitalier relative à la gestion de la problématique amiante.

Un exemple de méthodologie sera inclus dans la proposition (livrable 3 en annexe du candidat).

Ce poste comprend l'intégration aux DTA de tous les documents relatifs aux repérages et traitement de l'amiante, sur la base de 50 documents maximum par année civile :

- Rapports de repérage amiante avant travaux (environ 20 prélèvements / sondages en moyenne par rapport) ;
- Rapports de fin de travaux SS3 / SS4 ;
- Rapports de contrôle visuel ;
- Mise à jour des états de conservation des MPCA listes A et B.

6.2.4 Mise à jour DCE marchés subséquents

A raison d'une occurrence sur la durée du contrat et par marché, mise à jour des pièces du DCE pour les marchés subséquents de repérage amiante et de travaux SS3 /SS4 :

- Mise à jour des références réglementaires ;
- Mise à jour des postes des BPU selon les besoins du CHLP.

6.2.5 Audit des procédures :

La mission comprendra également la vérification régulière des habilitations, certifications, modes opératoires et toutes procédures internes et externes.

L'ATMO devra analyser cette documentation sur les aspects réglementaires et normatifs, le Donneur d'Ordre étant responsable, au titre des Principes Généraux de Prévention, de la bonne réalisation des opérations sous la protection du Code du Travail (Risques Chimiques, Agents CMR, amiante).

6.2.6 Veille réglementaire amiante :

Il est également prévu une veille réglementaire amiante active : le donneur d'ordre demandera une attention soutenue quant à la gestion de la problématique amiante qui pourrait concerner son patrimoine bâti : tout changement réglementaire ou normatif qui pourrait concerner le commanditaire devra être signalé et, le cas échéant, intégré à la mission.

Des interventions ponctuelles pourront également être proposées par l'ATMO au donneur d'ordre pour les conséquences potentielles de cette évolution normative.

ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHE

Le délai d'exécution du présent marché court de la date de notification du marché à la date d'établissement du procès-verbal d'achèvement de la mission.

La durée prévisionnelle de la mission est de 4 ans.

ARTICLE 8 – PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix forfaitaire annuel. Le forfait annuel comprendra les éléments suivants :

- La découverte du module amiante360 ;
- La réunion de lancement et de présentation du projet aux équipes concernées ;

- L'audit initial du contenu du DTA ;
- La commande, l'analyse, l'intégration du ou des repérages complémentaires nécessaires à la complétude du DTA ;
- La création des procédures amiante interne et externe ;
- La vérification des habilitations, certifications, modes opératoires et toutes procédures internes et externes ;
- Le contrôle des éléments permettant sa transmission réglementaire ;
- La gestion du DTA au fil de l'eau, permettant la mise à jour de la fiche récapitulative ;
- L'intégration de toute nouvelle information amiante (jusqu'à 50 documents amiante/année civile - repérage, RFT, quelle que soit leur taille) ;
- Jusqu'à 4 visites à Dole/an, dans le cadre de la mission ;
- La veille réglementaire amiante ;
- L'assistance à la gestion de la problématique amiante (conseil sur la stratégie de gestion du risque, conseil en cas de situation particulière...).

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission ;

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenant autre que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

8.2 Rémunération complémentaire

Il pourra également être demandé au prestataire les missions suivantes ou compléments de missions suivantes. Elles sont alors hors forfait :

- Missions exceptionnelles : accompagnement de l'opérateur de repérage (par repérage) ;
- Validation de tout document hors forfait au DTA (jusqu'à 50 pages) ;
- Validation de tout document hors forfait au DTA (de 51 pages à 200 pages) ;
- Validation de tout document hors forfait au DTA (201 pages et plus) ;
- Session d'information/formation/sensibilisation des agents des services techniques et autres selon besoins (1/2 journée) : préparation, création d'un support, déplacement à Dole, présentation du support ;
- Toute 1/2 journée supplémentaire demandée par le donneur d'ordre -hors déplacement ;
- Toute journée supplémentaire demandée par le donneur d'ordre -hors déplacement ;
- Visite supplémentaire à Dole, au-delà des 4 visites prévues au forfait.

8.3 Variation dans les prix

Sans objet.

8.4 Modalités d'actualisation des prix

Les prix seront actualisés, à chaque début d'année, selon l'indice INSEE ING, sur la base de l'indice de juillet 2025 : 135.2, dernier indice connu :

$$C = I_n / I_0$$

Dans laquelle I_0 et I_n sont des valeurs prises par l'index respectivement au mois « zéro » de remise des prix et le mois « n » précédent de trois mois la notification du démarrage des prestations (neutralisation de trois mois).

8.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA

8.6 Avance

Aucune avance n'est versée au titulaire.

8.7 Cautionnement – Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de cautionnement, ni de retenue de garantie.

8.8 Facturation

Elles pourront se faire de façon échelonnée et reprendront les avancements réalisés par éléments de mission et sur la base de la commande faite par année civile.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4) En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro de bon de commande ou dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du CH de Dole ;
- 5) Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6) La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou travaux ;
- 7) La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8) Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9) Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10) Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectuées exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le CH de Dole peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Identifiant Chorus :

Etablissement	SIRET	Code service	Libellé service
CH DOLE	263 900 045 000 18	TEK	Services Techniques

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisées).

8.9 Paiement

Le délai global de paiement des acomptes et du solde est de 50 jours à compter de la date certaine de la réception du décompte ou de la facture.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le décret modifié N° 2002-232 du 21 février 2002 (JO du 22/02/02) relatives à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires prévu au II de l'article 5 du décret précité est égal au taux d'intérêts de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles.

Ces opérations de vérifications sont effectuées par le CH de Dole au terme de chacun des différents livrables, dans l'ordre chronologique et dans les conditions des articles 26 et 27 du CCAG/PI.

ARTICLE 10 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de non-respect des stipulations fixées aux pièces constitutives du présent marché, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées comme suit :

- Retard dans la remise de documents : 100 €HT / jour de retard
- Absence non-justifiée en réunion : 100 €HT par réunion
- Non-respect du planning : 150 €HT / jour de retard

ARTICLE 11 – CONTROLES DE LA QUALITE DU SERVICE

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des prestations fournies par le Titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par le Maître d'ouvrage ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

ARTICLE 12 – DROITS DE PROPRIETE

Pour l'utilisation des résultats, il sera fait application, dans le cadre de l'article 25 du C.C.A.G./P. I, de l'option A.

Le titulaire ne pourra faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord écrit préalable de la Maîtrise d'ouvrage.

La Maîtrise d'ouvrage n'utilisera les résultats, même partiels, des prestations que pour les besoins précisés dans le marché.

De son côté, le Maître d'ouvrage garantit le titulaire contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le titulaire ou le Maître d'ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendante d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à

l'article 32 du CCAG/PI.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu conventionnellement au secret professionnel le plus absolu sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions par son personnel, et celui de ses cotraitants et sous- traitants éventuels.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils confiés par le Maître d'ouvrage.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du Maître d'ouvrage, s'engage à ce que toutes les informations et savoir-faire transmis par cette dernière ne pourront être ni utilisés, ni publiés, ni communiqués par elle, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Maîtrise d'ouvrage. La méconnaissance de cette obligation obligerait le titulaire à en courir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir- faire ou toute technique, relatifs à l'activité de la Maîtrise d'ouvrage qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données relatives à ses propres affaires.

ARTICLE 14 – OBLIGATION DU PRESTATAIRE

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations de la mission conformément aux normes, décrets et textes en vigueur à la date de réalisation de leur étude.

Avant tout commencement d'exécution du marché, le titulaire doit avoir souscrit toutes les assurances civiles et professionnelles utiles dans le cadre de l'exécution des prestations du marché.

Il est interdit au titulaire du présent marché de céder ou sous-traiter tout ou partie de la prestation en cours d'exécution sans y avoir été expressément autorisé par décision de la Maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 15 – MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA MISSION

15.1 Remplacement à l'initiative du titulaire

Le titulaire ne peut remplacer la ou les personnes(s) physique(s) chargée(s) de l'exécution de la présente mission qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle(s) ci qui n'est pas du fait du titulaire.

Le changement de personne devra être notifié immédiatement au maître d'ouvrage. La nouvelle personne physique affectée à la mission par (le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAPG-PI.

Le CV transmis devra être conforme aux prescriptions de l'article 4 du Règlement de Consultation.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à la personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

15.2 Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage

Dans les cas suivants :

- Insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences fondamentaux de l'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage,
- Comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants.

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire le remplacement de la personne déficiente. Le titulaire devra proposer un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande. Le remplaçant proposé sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE

La Maîtrise d'ouvrage peut résilier de plein droit selon les modalités prévues au chapitre VII du CCAG/PI.

La Maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de demander au Titulaire le remplacement du personnel affecté au projet pour des raisons dûment justifiées.

Le refus ou l'impossibilité pour le titulaire de se soumettre à cette injonction peut entraîner la résiliation du marché.

ARTICLE 17 – NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCES

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent contrat pourra être effectué dans les formes fixées à l'article R 2191-46 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

ARTICLE 18 – ASSURANCES

Le titulaire est tenu de souscrire avant la notification du marché, une police d'assurance de responsabilité générale et professionnelle nominative à l'opération couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Les garanties devront être en adéquation avec l'opération.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire la souscription d'une couverture conforme.

ARTICLE 19 – DEROGATION

Il est fait dérogation à l'article 14 (Pénalités) du CCAG/PI

Dressé le 27-10-2025